



Association "Collectif Pour une Réanimation à Manosque"

Siège: chez Mme Bonnenfant Michèle Route de la Durance-Le Moulin du Palais-04100 Manosque

Courriel: rea.manosque@free.fr

Site Internet: <http://rea.manosque.free.fr>

Tél: 06.76.77.61.00 / 06.30.03.52.64

Communiqué de Presse du 26 janvier 2011

Manifestation Régionale à l'ARS-PACA

Très belle réussite pour cette Manifestation qui a réuni plus de 200 participants à 11h00 devant l'ARS (Agence Régionale Santé) Paca. Cette action, initiée à l'origine par le "Collectif Réa de Manosque" afin d'y aller ARRACHER L'AUTORISATION d'ouverture d'un Service de Réanimation à Manosque tout en pérennisant celui de Digne, s'est très rapidement transformée en Manifestation régionale tant l'exaspération est grande en Paca de voir le pouvoir en place et l'ARS, son exécutant régional, dilapider le patrimoine national que représente le Service Public de la Santé que nos anciens ont méticuleusement et scrupuleusement construit.

Les Collectifs de Défense des Hôpitaux (Digne, Manosque, Pertuis...) la CGT Paca avec ses UD et les syndicats Santé (de Nice à Pertuis en passant par Marseille, Aix, Digne, Gap, Manosque, Pertuis ...), ceux de la Mutualité, de l'Assurance Maladie, de la Sécurité Sociale, les Syndicats Sud et FSU, l'UFAL, les Partis progressistes (FASE, Front de Gauche, NPA, PC, PS), de nombreux Elus Régionaux, Départementaux, Municipaux ainsi que de nombreux Citoyens étaient venus exprimer leur profond rejet de la Loi HPST (Hôpital-Patient-Santé-Territoire) imposée "à la hussarde" par le trio infernal Sarkozy-Fillon-Bachelot en 2009.

Cette loi qui dépèce le Service Public de Santé pour le redistribuer à l'entre-soi des "rapaces du Fouquet's" en vue de profits faramineux, est une LOI DANGEREUSE pour:

- l'argent public, dont elle organise le détournement vers les intérêts privés spéculatifs de quelques-uns,
- le Peuple Français (et donc les Citoyens de Paca) dont l'accès à la Santé et aux Soins de qualité et de proximité est remis en cause, vu l'éloignement grandissant des Hôpitaux de leurs lieux de vie et les coûts qui explosent.

Une délégation représentative de tous les participants à cette Manifestation a été reçue par Robert Nabet (Directeur Général adjoint de l'ARS). Le "préfet régional santé" (Dominique Deroubaix) ayant préféré aller "se planquer" dans une réunion du côté de Nice.

Chaque Membre a exposé les problèmes majeurs qu'il rencontrait à savoir:

- Manosque: 9 mois après l'ouverture du nouvel Hôpital, toujours pas d'ouverture de Réanimation, malgré l'engagement du 1^{er} ministre et la validation du projet du Collectif,¹ - il nous faut cette décision aujourd'hui,

¹ F.Fillon avait annoncé le 27 octobre 2008 qu'il y aurait une Réanimation à Manosque. Depuis, le projet a été validé par le Ministère de la Santé et l'Hôpital de Manosque a fait une demande d'ouverture en juillet 2009.

- Nice: Grave interrogation sur l'hôpital - Attente du rapport de l'Igas - Les déficits qui se creusent - Craintes sur le devenir de la Pédiatrie,
- Marseille (Public): Offre de Soins remplace Accès aux Soins et exclu des Citoyens - démantèlement de l'hôpital public et de l'accueil des Patients - fermeture MCO Ste Marguerite - mise en place de Communautés Hospitalières visant à fermer des hôpitaux, des Services - graves difficultés en psychiatrie avec la mise en place des Groupements de Coopération Sanitaire - Aucun dialogue avec le Personnel et les Syndicats - Conditions de Travail désastreuses - Ordre infirmier rejeté par plus de 80% des Agents - Mettre un terme à la pression exercée sur les élèves Infirmiers pour qu'ils adhèrent à l'Ordre durant leur formation,
- Marseille (Privé): dégradation des conditions de travail du Personnel - Le profit obsessionnel qui transforme le Patient en client à "tondre" - Pétition avec plusieurs centaines de signatures - RV en urgence à obtenir,
- Mutualité: le Grand Conseil de la Mutualité est en danger et ce sont 1200 Salariés qui sont menacés sous le prétexte fallacieux "on n'a plus d'argent" - il faut tenir une Table Ronde avant la fin de la semaine,
- CPAM - Sécurité Sociale: absence totale de dialogue avec l'ARS - 21 point d'Accueil et 13 Permanences qui ferment - mise en place de pôles de production - ARS totalement responsable de la casse de la Sécurité Sociale
- Digne: la T2A, la rentabilité à tous crins et les 2 plans de redressement successifs (imposés par l'ARS) ont généré la suppression de dizaines d'emplois et la fermeture de Services, mettant en danger l'hôpital - Transfert d'activités vers le privé - Il faut que la Réa soit pérennisée - Psychiatrie après la fermeture de Structures, c'est du Personnel non formé qui est recruté - la fermeture des petits établissements ruraux casse le maillage d'accès aux soins - l'envoi des Patients vers Aix (Axium ...) met en danger l'hôpital - les "dessous de tables" demandés par certains médecins est inacceptable - on parle de "bien-traitance" mais c'est la "mal-traitance" que l'ARS installe,
- Gap: c'est le démantèlement total - des Services de l'hôpital de Gap sont remis en cause - l'hôpital d'Embrun est fermé - celui de Sisteron est en train de fermer par "petits bouts" - celui de Briançon, où il n'y a plus de directeur depuis des mois, pourrait être "rapproché" d'un hôpital ...italien !!! - la maison des enfants remise en cause,
- Elus: l'ARS est méprisante vis-à-vis des Elus et des Populations - aucune volonté d'écoute et de dialogue - c'est un accès à la Santé à 2 vitesses que l'ARS organise en déshumanisant et en vidant les hôpitaux et structures publiques - on parle d'Aménagement du Territoire et l'ARS ferme des structures vitales pour les Populations et les Entreprises - tous les Services Publics sont attaqués par l'Etat - l'Etat se désengage de tout le Secteur Public en demandant aux Collectivités Territoriales de le remplacer sans leur donner les moyens humains et financiers - ce sont les Elus (Maires) qui gèrent la détresse générée par l'ARS, Notre interlocuteur (on se demande s'il l'est vraiment), bien "briefé" par son chef, a déployé avec une médiocrité affligeante: langue de bois, technocratie et mépris. A

toutes ces questions et demandes de réponses concrètes à des besoins et préoccupations Humaines et Sociales, il nous a servi les sempiternelles réponses technocratiques: "nous n'avons pas les moyens financiers - nous venons de nous installer - nous travaillons à l'élaboration du futur SROS - le calendrier et la loi nous interdisent de décider quoi que ce soit avant que le SROS soit bouclé - nous ne pouvons pas ouvrir de structures, mais la loi nous autorise à en fermer (scandaleux) - on n'a pas de compétences dans l'Assurance Maladie, etc...".

Seule une date de rendez-vous pour les cliniques de Marseille a été proposée le 10 février à 9h30 et une date sera donnée dans la semaine pour la tenue d'une Table Ronde pour le Gd Conseil de la Mutualité s'il n'est pas trop tard.

Pour tout le reste: RIEN, AUCUNE REPOSE et TOTAL MEPRIS.

A travers cela, on mesure bien que l'ARS est le "bras armé" de la loi HPST et du Gouvernement dans la stratégie de démantèlement de la Santé Publique, de l'Assurance Maladie et de la Sécurité Sociale.

Elle est donc elle aussi DANGEREUSE pour les Citoyens et elle doit être combattue, car devenue ILLEGITIME, jusqu'à ce qu'elle prenne enfin en compte prioritairement les exigences des Citoyens et de leurs représentants. Ce n'est qu'à cela que l'on mesure l'utilité de telles structures, que l'on mesure si nous sommes toujours dans un Etat de Droit, que l'on matérialise un fonctionnement Républicain.

Il nous faut remettre ces représentations de l'Etat au cœur de la réponse aux besoins de la Nation et du Peuple.

Pour cela, nous devons nous inscrire dans une démarche de prolongement et d'élargissement de notre action d'aujourd'hui.

D'ailleurs, la "Coordination Nationale de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité" a décidé lors de son AG du 22 janvier 2011 d'appeler à la construction d'une

ACTION NATIONALE COORDONNÉE VISANT À INTERPELER SIMULTANÉMENT **TOUTES LES ARS DE FRANCE**

Nous serons bien évidemment présents et moteurs dans la construction de cette Action Nationale Coordinée tout en continuant, d'ici là, à

DÉPLOYER TOUTES LES ACTIONS QUE NOUS JUGERONS UTILES EN RÉGION PACA.